

l'augmentation des emplois et ainsi de suite. Cette mise au point comporte aussi beaucoup de prévisions et de conjectures dont le succès est souvent fort aléatoire, malgré les progrès réalisés par la science et les techniques économiques.

“Il n'y a donc pas lieu de nous surprendre si d'autres pays industrialisés se sont livrés à des prévisions et ont choisi des options économiques quelque peu différentes des nôtres. Leurs choix, toutefois, ont-ils mieux réussi que les nôtres? Si nous partons du fait que leurs conditions économiques étaient différentes, existe-t-il des preuves que les dirigeants de France, de Grande-Bretagne, d'Allemagne ou des États-Unis ont été aussi heureux que nous dans leur travail de conjecture sur le plan économique? Leurs options étaient-elles plus sages que les nôtres du point de vue économique ou social? Pour répondre à ces questions, examinons quels auraient été les gains réels du PNB, au Canada, si notre production nationale avait connu, au cours des quatre dernières années, une croissance aux mêmes taux que ceux des autres pays.

Comparaison favorable

“Il n'y a qu'un seul pays, le Japon, qui a eu une plus forte croissance que le Canada depuis 1972, et encore par une très étroite marge et à un coût comparativement élevé en matière d'inflation et de chômage. Si l'économie canadienne avait connu durant ces quatre années le même taux de croissance que le Japon, notre gain réel en PNB aurait été d'environ 17,4 milliards \$. Des comparaisons avec tous les autres principaux pays industrialisés sont nettement en notre faveur. La croissance de la France, depuis 1972, par exemple, a été des plus remarquables selon les normes de l'OCDE; et pourtant, si le Canada avait connu, d'une année à l'autre, les mêmes taux de croissance, nos gains réels en PNB auraient été inférieurs d'environ 3,4 milliards \$ à ce qu'ils ont été en réalité. De même, si notre PNB avait augmenté au même taux que celui de la Belgique ou des Pays-Bas, notre production aurait été inférieure à ce qu'elle a été, par plus de 4 milliards \$; si notre économie s'était développée à des taux comparables à ceux de l'Italie ou de la Suède, nous aurions eu 6 milliards \$ de moins; et si nos politiques économiques

Augmentation des prix à la consommation à des taux actuels et hypothétiques (variations en pourcentages)

	1973	1974	1975	1976* (Jan-Oct)
Canada	7,6	10,9	9,8	7,9
États-Unis	6,2	11,0	9,1	6,0
Japon	11,7	24,5	11,8	9,1
Rép. fédérale allemande	6,9	7,0	6,0	4,7
France	7,3	13,7	11,7	9,5
Royaume-Uni	9,2	16,0	23,4	16,5
Italie	10,8	19,1	17,0	15,3
Pays-Bas	8,0	9,6	10,2	8,9
Belgique	7,0	12,7	12,7	9,5
Suède	6,7	10,1	9,7	10,0
Groupe de l'OCDE	7,9	13,4	10,6	8,5

Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques
OCDE, Communiqué

* Taux annuels

avaient été plus ou moins semblables à celles des États-Unis ou de l'Allemagne fédérale, deux pays qui ont connu une inflation beaucoup moins forte que le Canada, nous aurions perdu 8 milliards \$ ou plus en biens et services. Quant à la Grande-Bretagne, c'est un fait bien connu qu'elle est loin en arrière du groupe OCDE du point de vue de la croissance, ce qui fait que la croissance du PNB au Canada, calculée aux taux qui ont prévalu en Grande-Bretagne, aurait entraîné une perte de production de l'ordre de 11,5 milliards \$. Et voilà pour cette soi-disant “maladie britannique” qui, si l'on en croit certains de nos critiques, est censée infecter l'économie canadienne!

L'inflation

“Jetons un coup d'oeil, en second lieu sur l'inflation. Nous savons tous que notre performance sur ce point-là jusqu'à la fin de l'année dernière n'avait rien de très remarquable, du moins si on la compare à celle des États-Unis et au taux d'inflation relativement peu élevé que nous avons subi de façon plus ou moins continue jusqu'en 1972. C'est précisément pour cette raison que le gouvernement fédéral, bien qu'il hésite à intervenir dans les décisions d'ordre économique du secteur privé, et plus particulièrement dans le processus de négociation des salaires, a introduit l'automne dernier un programme de contrôle, lequel a donné lieu à de nombreuses controverses, mais a connu toutefois un succès indiscutable. Comme vous le savez,

les derniers chiffres relatifs aux prix à la consommation qui ont été publiés par Statistique Canada sont des plus encourageants; l'augmentation des prix à la consommation enregistrée le mois dernier n'a été que de 5,6 p. cent par rapport à l'année précédente, soit moins de la moitié du chiffre de novembre 1975, et le chiffre le moins élevé depuis 1972.

“... Bien qu'au cours des quatre dernières années, les prix à la consommation au Canada ont augmenté d'environ 41,4 p. cent, ce taux d'augmentation ne peut évidemment pas se maintenir à longue échéance si on veut que les attentes économiques des Canadiens se réalisent. Mais, ici encore notre propre expérience n'a pas été si mauvaise comparativement...aux principaux pays de l'OCDE. Deux pays ont mieux réussi que nous: l'Allemagne, où l'augmentation des prix pour une période de quatre ans a été d'environ 35 p. cent; toutefois, comme je viens de le faire voir, ces pays n'ont atteint ces résultats qu'au prix de grands sacrifices à l'égard de la croissance du PNB. Deux autres pays, la Suède et les Pays-Bas, ont connu un taux d'inflation semblable au nôtre, mais cela, à un coût beaucoup plus élevé en termes de production et d'emplois. Les cinq autres principaux pays de l'OCDE ont souffert d'une inflation beaucoup plus élevée que la nôtre depuis 1972; le Japon a connu un taux d'augmentation des prix d'environ 70 p. cent et en Italie, les prix à la consommation ont plus que doublé!